

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

**G/C/37**  
20 octobre 2003

(03-5528)

---

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

## DÉROGATION CONCERNANT LE SYSTÈME DE CERTIFICATION DU PROCESSUS DE KIMBERLEY POUR LES DIAMANTS BRUTS

### Notification du Brésil

La Mission permanente du Brésil a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 13 octobre 2003.

\_\_\_\_\_

Conformément au paragraphe 4 de la dérogation accordée dans la décision contenue dans le document WT/L/518, adoptée le 15 mai 2003, vous trouverez ci-joint la version française d'une traduction non officielle en anglais de la mesure provisoire n° 125 du 20 juillet 2003, adoptée par le gouvernement brésilien en vue de mettre en œuvre le système de certification du processus de Kimberley.

\_\_\_\_\_

## MESURE PROVISOIRE N° 125 DU 30 JUILLET 2003

Mettant en œuvre le système de certification du processus de Kimberley (SCPK), concernant l'exportation et l'importation de diamants bruts, et fixant d'autres dispositions, au Brésil.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de l'article 62 de la Constitution, adopte la mesure provisoire ci-après, qui a force de loi:

Article premier – Le système de certification du processus de Kimberley (SCPK), mécanisme international de certification de l'origine des diamants bruts destinés à l'exportation et à l'importation, est établi au Brésil conformément aux prescriptions du processus de Kimberley, et suivant les modalités énoncées dans la présente mesure provisoire.

§ 1 – L'expression "processus de Kimberley" s'entend de l'ensemble des activités internationales liées à la certification de l'origine des diamants bruts, dont l'objet est d'éviter que leur commerce ne serve à financer des conflits.

§ 2 – S'agissant de l'exportation, le processus de Kimberley vise à empêcher l'expédition des diamants bruts extraits dans des zones de conflit ou dans toute autre zone pour laquelle le Département national de la production minière (DNPM) n'a pas délivré d'autorisation.

§ 3 – S'agissant de l'importation, le processus de Kimberley vise à empêcher l'entrée de lots de diamants bruts non accompagnés du certificat du processus de Kimberley approuvé par le pays d'origine.

Article 2 – L'importation et l'exportation de diamants bruts à destination et en provenance du territoire national doivent être conformes aux modalités énoncées dans la présente mesure provisoire.

Paragraphe unique – Aux fins de la présente mesure provisoire, les diamants bruts sont ceux relevant des sous-positions 7102.10, 7102.21 et 7102.31 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises.

Article 3 – Les opérations d'importation et d'exportation de diamants bruts originaires de pays qui ne participent pas au processus de Kimberley sont interdites.

Paragraphe unique – Le Ministère du développement, de l'industrie et du commerce publiera périodiquement la liste des pays qui participent au processus de Kimberley.

Article 4 – Les objectifs du SCPK sont les suivants:

I – garantir l'accès de la production brésilienne de diamants bruts au marché international;

II – empêcher l'entrée sur le territoire national de diamants bruts originaires de pays qui ne participent pas au processus de Kimberley ainsi que de ceux qui sont originaires de pays qui y participent mais qui ne sont pas accompagnés des documents requis au titre de ce système; et

III – empêcher que les diamants bruts non accompagnés du certificat du processus de Kimberley quittent le territoire national.

Article 5 – La mise en œuvre et l'exécution du SCPK sont du ressort des Ministères du développement, de l'industrie et du commerce, des mines et de l'énergie, et des finances, dans les limites de leurs compétences respectives.

Article 6 – L'exportation de diamants bruts produits au Brésil n'est possible que s'ils sont accompagnés d'un certificat du processus de Kimberley.

§ 1 – Le DNPM, entité qui accorde les licences pour l'exportation, a compétence pour délivrer le certificat du processus de Kimberley.

§ 2 – Dans les cas où les formalités douanières rendent nécessaire l'ouverture du colis renfermant les diamants bruts qui doivent être exportés, le Ministère des finances délivrera, par l'intermédiaire du Secrétariat aux recettes fédérales, en remplacement du certificat initial, un certificat du processus de Kimberley comportant les mêmes renseignements que le certificat initial.

Article 7 – Les importations de diamants bruts doivent être accompagnées d'un certificat du processus de Kimberley délivré par les autorités compétentes du pays d'origine et dont la présentation sera requise pour l'octroi de licences non automatiques par le DNPM.

Article 8 – Le Ministère des finances, par l'intermédiaire du Secrétariat aux recettes fédérales, est habilité à examiner les lots de diamants bruts présentés au dédouanement afin de déterminer s'ils correspondent aux indications portées sur le certificat du processus de Kimberley qui les accompagne, et de délivrer, au titre de l'article 6, § 2, le certificat correspondant.

Article 9 – Les marchandises seront saisies dans les cas suivants:

I – si les diamants sont présentés pour dédouanement sans être accompagnés du certificat du processus de Kimberley; et

II – si une personne se trouve en leur possession, dans les zones primaires des ports, des aéroports et des postes frontière sans qu'ils soient accompagnés du certificat du processus de Kimberley.

Article 10 – Une amende équivalant à 100 pour cent de la valeur des marchandises sera perçue dans les cas suivants:

I – commerce international de diamants bruts, sans certificat du processus de Kimberley après vérification dans le cadre de formalités douanières en zone secondaire, sur la base des écritures figurant sur les registres fiscaux ou commerciaux; et

II – pratique frauduleuse visant à obtenir un certificat du processus de Kimberley.

Article 11 – Le Ministère des finances est habilité à appliquer, par l'intermédiaire du Secrétariat aux recettes fédérales, les peines prévues aux articles 9 et 10, au vu des dispositions des articles 27 à 30 du Décret-loi n° 1.455 du 7 avril 1976.

Article 12 – Le DNPM, le Secrétariat aux recettes fédérales et le Secrétariat au commerce extérieur du Ministère du développement, de l'industrie et du commerce sont conjointement chargés de la mise en place du SCPK et, dans ce cadre, de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un système de surveillance et de contrôle statistique du commerce et de la production de diamants bruts au Brésil, conforme à celui qui est défini dans le cadre du processus de Kimberley.

Article 13 – Les délais visés au point I de l'article 4 et à l'article 5 de la loi n° 10.684 du 30 mai 2003, sont prorogés jusqu'au 31 août 2003, compte dûment tenu des autres dispositions de cette loi.

Article 14 – La présente mesure provisoire entre en vigueur à la date de sa publication.

Brasília, 30 juillet 2003; 182<sup>ème</sup> année de l'Indépendance et 115<sup>ème</sup> année de la République.

LUIZ INÁCIO LULA DA SILVA (Président de la République)

Antonio Palocci Filho (Ministre des finances)

Luiz Fernando Furlan (Ministre du développement, de l'industrie et du commerce)

Dilma Vana Rousseff (Ministre des mines et de l'énergie)

---